

ENVIRONNEMENT

Plan eau : l'agriculture passe entre les gouttes

PICARDIE Au lendemain de l'annonce des 53 mesures destinées à préserver la ressource en eau, écologistes et défenseurs de l'environnement picards déplorent un plan qui épargne trop largement selon eux les agriculteurs, pourtant grands consommateurs.

FABRICE JULIEN

C'est la fin de l'abondance, ou presque. Au lendemain de la présentation du plan eau du gouvernement qui compte une cinquantaine de mesures destinées à réduire de 10 % la consommation en eau d'ici 2030, beaucoup s'étonnent, et notamment dans le rang des écologistes, de l'absence d'actions fortes concernant l'agriculture. « C'est incompréhensible, s'alarme Richard Nicolas, conseiller régional EELV de l'Aisne. Le plus grave, c'est ce refus obstiné et absurde, cette volonté de continuer comme avant, sans changer de modèle. On est en train de générer des conflits de l'eau et ce sont les agriculteurs eux-mêmes que l'on conduit à la catastrophe. »

PLUS DE PÉRIODES DE SÈCHERESSE

Alors que le récent rapport du Giec confirme une accélération et une intensification des périodes de sécheresse, le plan eau n'incite pas vraiment le monde agricole, à l'origine pourtant de 60 % de la consommation d'eau en France, à faire preuve de sobriété. « On ne demande pas un effort supplémentaire aux agriculteurs », s'est d'ailleurs félicité jeudi le ministre de l'agriculture, Marc Fesneau, précisant néanmoins qu'il serait bon de faire « plus d'irrigation avec la même quantité d'eau utilisée ».

« Est-il encore raisonnable d'accorder de nouvelles demandes de forages ? »

Didier Malé

Dans ce plan eau, le gouvernement prévoit tout au plus une aide de 30 millions d'euros par an destinée à mettre en place des pratiques davantage économes. Un moindre mal.

Car en pleine polémique autour des bassines, et alors que le pays, tout comme la Picardie, vient de connaître une sécheresse hivernale historique laissant craindre des restrictions d'usage de l'eau avant même l'arrivée de l'été, beaucoup d'observateurs estiment que l'on ne demande pas assez d'efforts aux agriculteurs. Une analyse appuyée par les données officielles du ser-



Irrigation d'un champ de pommes de terre dans l'est de la Somme en août 2022. (Photo FRED HASLIN)

vice public de l'eau, montrant une nette augmentation des prélèvements opérés par le monde agricole au cours des cinq dernières années. Dans l'Oise, département picard placé lundi en vigilance sécheresse, et où quatre bassins-versants sont d'ores et déjà en alerte renforcée,

l'agriculture consomme et capture chaque année de plus en plus d'eau. De 2016 à 2022, la consommation des agriculteurs de ce département a été multipliée par quatre (de 5 à 20 millions de mètres cubes), alors que la préfecture a délivré 22 autorisations de forages l'année der-

nière, contre seulement trois en 2020, et 12 en 2021. « Alors que les nappes sont au plus bas, est-il encore raisonnable d'accorder de nouvelles demandes de forages ? », interroge Didier Malé, président du Roso, une association de défense de l'environnement de l'Oise qui demande

aujourd'hui un moratoire sur les nouvelles demandes de forage.

« POUR NOURRIR LES GENS »

Pointés du doigt, les agriculteurs mettent au contraire en avant leur sens des responsabilités et la nécessité d'élargir les champs d'action pour préserver la ressource. « Quand on utilise de l'eau, ce n'est pas pour nous, mais pour nourrir les gens », rappelle Luc Smessaert, agriculteur dans l'Oise et vice-président de la FNSEA. Selon lui, le travail sur la récupération des eaux usées, l'utilisation de la technologie pour optimiser l'arrosage et bien sûr la possibilité de créer des réserves hivernales en vue des périodes sèches sont autant de pistes à explorer. « Il y a un vrai enjeu de partage de l'eau et de souveraineté alimentaire. Sans eau, il n'y a pas d'agriculture. » ■

Fuites d'eau : trois "points noirs" en Picardie, ou presque

C'est l'une des grandes annonces du « plan eau » dévoilé jeudi : 180 millions d'euros par an supplémentaires seront dévolus à la lutte contre les fuites dans les réseaux d'eau potable, afin de mettre fin à un gaspillage assez vertigineux. Il est estimé à 937 millions de m³ par an, l'équivalent de la consommation annuelle de 18 millions d'habitants ! Pour agir au plus vite, le gouvernement a dressé la liste de 170 « points noirs » où les pertes d'eau atteignent 50 %, soit un litre sur deux qui n'arrive pas à destination. Trois de ces « points de noirs » se trouvent en Picardie. Il s'agit de l'agglomération de Soissons, dans l'Aisne, Noyers-Saint-Martin, dans l'Oise, et la commune de

Quesnoy-sur-Airaines, dans la Somme. Maire de cette petite commune de 430 habitants, Jean-Marie Snauwaert s'étonne néanmoins de faire partie de ce classement peu reluisant. Des problèmes ont effectivement été enregistrés sur le réseau au cours de l'année 2022 en raison de travaux d'assainissement qui ont provoqué une fuite, non décelée, mais la question serait depuis bel et bien réglée. « Nous avons retrouvé un rendement de 84 %, nous sommes largement dans les clous, ils auraient pu se renseigner avant. » Le maire reconnaît néanmoins que dans sa commune, comme partout ailleurs, des travaux de rénovation des canalisations permettraient d'éviter bien des gaspillages.